



Enquête « Mon quartier, mes voisins » Bilan de collecte

Collecte: du 21 mars au 04 juillet 2018



Table des matières

I.	Р	résentation de l'enquête	3
	1.	Contexte et objectifs scientifiques	3
	2.	Calendrier général	3
	3.	Financeurs	4
	4.	Le protocole, en bref	4
	5.	La sélection des terrains et la conception des bases de sondage	5
	6.	Le questionnaire	6
	7.	L'application web de collecte	7
	8.	Les tests de protocole et de questionnaire	7
II.	L	a préparation de la collecte	8
	1.	Le recrutement des référent.es et enquêteur.rice.s	8
	2.	La formation des référent.es et enquêteur.rice.s	8
	3.	La communication autour de l'enquête	9
	4.	Le protocole de collecte	10
Ш	•	Le suivi de la collecte: les défis de la multiplication des échantillons et des terrains	12
	1.	Le tirage des échantillons initiaux (N)	. 12
	2.	Le suivi des objectifs, des deux échantillons (N et N+) et des tirages complémentaires	12
	3.	Le suivi de la base-logements	13
	4.	Les outils de suivi de la collecte	14
IV	•	Bilan quantitatif	14
	1.	Questionnaires collectés	14
	2.	Les disparités de résultats entre quartiers	19
	3.	Les contacts cités	. 15
	4.	Les refus Erreur ! Signet non déf	ini.
	5.	Les hors champs et les impossibles à enquêter Erreur ! Signet non déf	ini.
٧.	В	ilan qualitatif de la collecte	20
	1.	Pourquoi le protocole des N+ s'est révélé si compliqué en pratique ?	20
	2.	L'appropriation du terrain par les enquêteur.rice.s	21
	3.	Rythme de la collecte : le ressenti des équipes de terrain	22
	4.	Divers problèmes rencontrés en cours de collecte	. 22
	5.	Aides apportées par l'équipe de coordination	. 22
VI	•	La post-enquête qualitative	23
ΑN	NE	(ES	24

Annexe n°1 : Bibliographie	24
Annexe n°2 : Composition des équipes – volet quanti	24
Annexe n°3 : Affiche de l'enquête	26
Annexe n°4 : Exemple de fiches de suivi : « fiche N », « fiche N+ », « fiche transfert »	27
Annexe n°5 : Courrier type	30

I. Présentation de l'enquête

1. Contexte et objectifs scientifiques

Le projet de recherche a deux objectifs principaux : Caractériser les relations de voisinage contemporaines et leurs variations suivant les territoires (7 types de quartiers étudiés), les populations et les groupes sociaux ; Saisir la place et le rôle des relations de voisinage et du voisinage dans l'intégration urbaine et sociale des individus.

Ces interrogations découlent d'un contexte à la fois sociétal et scientifique :

D'un point de vue sociétal, cette étude prend place dans un contexte où le voisinage est souvent considéré en crise, soit par défaut (on dériverait vers une société anomique où le voisinage ne serait réduit qu'à sa part résiduelle), soit par excès (communautarisme, entre soi...). Face à cette représentation d'un voisinage en crise, un certain nombre d'initiatives voient le jour : propositions de bailleurs sociaux et des pouvoirs publics pour favoriser le lien social, création de quartiers de mixité sociale, fête des voisins, etc. Cette recherche entend tester la validité des représentations sur le voisinage et l'efficacité de ces actions.

D'un point de vue scientifique, elle permettra d'actualiser l'analyse des relations de voisinages qui n'a pas fait l'objet d'enquêtes quantitatives de grande ampleur depuis l'enquête de référence sur le voisinage : l'enquête « *Contacts entre les personnes* » réalisée en 1982-1983 par l'Insee et l'Ined, auprès d'un échantillon de 5900 ménages représentatifs des ménages ordinaires.

2. Calendrier général

- Pré-enquête Ined « Entre Voisins » : 2016
- Enquêtes exploratoires et construction des bases adresses : janvier-octobre 2017
- Construction du questionnaire : janvier-juillet 2017
- Test du questionnaire : juillet 2017 (formation le 3 et débrief le 18)
- Test du protocole : novembre 2017 (formation le 7 et débrief le 27)
- Recrutement des enquêteur.rice.s : fin janvier 2018
- Formation des enquêteur.rice.s : semaine du 19 mars 2018
- Collecte des données quantitatives : 21 mars au 04 juillet 2018
- Collecte des données qualitatives auprès des habitants : 14 mars au 30 juin 2019
- Collecte des données qualitatives auprès des bailleurs : octobre 2018 puis juin 2019
- Plaquette des premiers résultats : janvier 2021
- Publication du rapport de recherche : avril 2021
- Mise à disposition des données quantitatives sur Data Ined : décembre 2022
- Publication de l'ouvrage collectif dans la collection Lien Social, PUF : 2023

3. Financeurs

L'enquête a été financée par :

- L'Union sociale pour l'habitat (USH) et les Fédérations nationales des Coop'Hlm, des ESH, des OPH et ABC Hlm, Alliade Habitat, Alpes Isère Habitat, APES-DSU, AORIF, AURA Hlm, Grand-Lyon Habitat, Groupe Polylogis, Groupe Valophis, Habitat en région, Paris Habitat,
- L'Agence nationale pour la cohésion des territoires (ANCT)
- L'Institut pour la recherche de la Caisse des dépôts et consignations (CDC)
- Le Plan urbanisme construction architecture (PUCA)
- La Métropole de Lyon
- La Ville de Paris















4. Le protocole, en bref

construction

La collecte des données du volet quantitatif de l'enquête « Mon quartier, mes voisins » s'est déroulée durant trois mois, du 21 mars au 04 juillet 2018, impliquant 40 enquêteur rices répartis dans quatorze quartiers des régions parisienne et lyonnaise. Elle s'est appuyée sur une méthodologie rigoureuse, combinant deux échantillons d'enquêtés afin de répondre à un double objectif : obtenir des données représentatives des quartiers étudiés, et reconstituer les réseaux de voisinage de chaque quartier. Un premier échantillon de logements (nommés N) a d'abord été tiré aléatoirement au sein d'une base de sondage compilée par l'équipe de l'enquête elle-même en 2017 (Cayouette-Remblière, Santos et Noûs, 2020). Un e des résident es du logement âgé e d'au moins 18 ans était alors invité e à répondre à un questionnaire en face-à-face d'une durée moyenne d'une heure, mené et saisi par un e enquêteur rice dans une application web informatisée spécialement conçue pour cette enquête. Une des sections du questionnaire invitait l'enquêté.e à déclarer au maximum quatre « contacts » ou relations dans son voisinage. Ces contacts ont ensuite été identifiés au sein de la base de sondage initiale, puis ont constitué un second échantillon de logements à enquêter (nommés N+). Ce protocole « boule de neige », concu afin d'étudier les réseaux de relations dans chaque quartier se répétait pour chaque enquêté (N ou N+) pendant la durée de l'enquête fixée à trois mois et demi. Mettre en place un tel protocole décliné dans une telle diversité de contextes résidentiels a nécessité de multiples étapes de conceptions, explicitées dans cette partie.

5. La sélection des terrains et la conception des bases de sondage

La sélection et la caractérisation des guartiers d'étude

Dès lors qu'il s'agit d'interroger des habitants sur leur rapport à leur quartier et à leur voisinage, il est nécessaire de porter attention à une diversité sociale et spatiale de contextes de vie. Ainsi, sept contextes ont été sélectionnés : des quartiers bourgeois, gentrifiés et populaires en ville-centre, des quartiers de mixité sociale programmée¹, des quartiers de grands ensembles en rénovation urbaine, des centres de petites villes périurbaines et des communes rurales périurbaines. Ont ensuite été choisis, pour chaque contexte, des communes et quartiers comparables en région parisienne et lyonnaise. Pour ce faire, un travail d'examen des données sociodémographiques disponibles (données à l'IRIS² produites par l'INSEE) et des discussions avec certains partenaires financeurs de l'enquête (bailleurs de logements sociaux intéressés par des données sur leur patrimoine dans certains quartiers), a abouti à la sélection de deux quartiers pour chaque contexte, soit quatorze terrains d'études au total (cf. **Tableau 1**).

Tableau 1 : Liste des quartiers d'enquête

Туре		Région pa	risienne		Région lyon	nnaise
	VSR	Quartier	Commune	VSR	Quartier	Commune
Bourgeois en ville-centre	P1	Auteuil	75016 Paris	L1	Ainay	69002 Lyon
Gentrifié en ville-centre	P2	Batignolles	75017 Paris	L2	Croix-Rousse	69004 Lyon
Populaire en ville-centre	Р3	Riquet	75019 Paris	L3	Grange Rouge	69008 Lyon
Nouveau quartier de mixité sociale programmée	P4	Quartier du Port	Choisy le Roi	L4	Zac du Bon Lait	69007 Lyon
Grands ensembles en rénovation urbaine	P5	Les Navigateurs	Choisy le Roi	L5	Les Minguettes - Amstrong	Venissieux
Périurbain urbain	P6	Montereau - Ville basse	Montereau-Fault-Yonne	L6	La Tour du Pin	La Tour du Pin
Périurbain rural	P7	Marolles-sur-Seine	Marolles-sur-Seine	L7	La Bâtie-Mongascon	La Bâtie-Mongascon

Ensuite, une enquête exploratoire par quartier a été menée par des groupes de deux ou trois stagiaires de master en sociologie urbaine à l'Université Lyon 2. Selon un cahier des charges précis, ils ont mené observations (parcs, sorties d'écoles, médiathèques), entretiens exploratoires sur les usages et représentations du quartier (auprès de gardiens, d'acteurs associatifs, d'élus, et de maximum 4 habitants afin de ne pas empiéter sur l'échantillon de la collecte réelle) et recensement systématique de l'offre éducative, culturelle, commerciale et sociale. Cette phase exploratoire a permis de qualifier les ressources en présence, repérer les difficultés les plus souvent exprimées, et d'identifier des projets en cours ou à venir qui mobilisent les habitants et polarisent leurs discours (installation d'un camp de migrants, travaux, ouverture d'une école...). Cette phase exploratoire a également été l'occasion de préparer la future collecte en compilant toutes les données recueillies de manière synthétique afin de former les enquêteur-rices du volet quantitatif, et en créant des liens avec des acteurs locaux clés et avec les bailleurs intéressés par le projet afin de faciliter l'accès à leur patrimoine.

La délimitation des VSR

¹ Il s'agit de quartiers neufs où la mixité sociale a été programmée par la juxtaposition d'immeubles aux statuts d'occupation distincts, relevant soit du secteur social, soit du secteur privé.

² Les IRIS (« llots Regroupés pour l'Information Statistique ») constitue la brique de base en matière de diffusion de données infra-communales.

Au sein des quartiers sélectionnés de taille très variable, l'équipe de recherche a ensuite délimité des périmètres appelés « voisinages statistiques raisonnés » (VSR), soit des ensembles d'environ 1100 logements permettant, d'une part, d'obtenir par la suite des taux de sondage proches dans chacun des quartiers et d'autre part, d'identifier les logements des contacts cités dans un espace relativement raisonnable pour les enquêteur·rices. Ces VSR ont été délimités en prenant appui sur les contours des IRIS, les délimitations de la carte scolaire, la morphologie des quartiers, leurs frontières physiques et leurs limites administratives.

La constitution des bases de sondage

Un recensement quasi-exhaustif des logements des VSR a ensuite été réalisé au cours de l'année 2017 par l'équipe de recherche avec l'appui d'une dizaine de stagiaires. Une base de sondage standardisée a ainsi été constituée, permettant à la fois de procéder aux tirages des échantillons (les N) et aussi d'identifier précisément les voisins cités (les N+) le moment venu, en leur attribuant leur code existant dans la base. En effet, à chaque logement a été associé un « code articulé » permettant de le localiser et l'identifier de façon non nominative et non ambiguë par différent es enquêteur rices présent es sur un même terrain (exemple : le logement de gauche au 2ème étage du 27 rue Brochant à Batignolles dans le 17ème à Paris est codé P2.27BR.2G). La base ainsi recensée comprend au total 17113 logements identifiables et quantité d'informations sur les adresses incluses afin d'aider au mieux les enquêteur rices sur le terrain.

6. Le questionnaire

Le questionnaire a été élaboré progressivement par les membres de l'équipe de recherche tout au long de l'année 2017, avec un test à l'été (voir point I.8). Il est composé de huit modules interrogeant :

- La composition du ménage de l'enquêté;
- Son rapport au quartier;
- Ses relations de voisinage;
- Une description brève de 4 habitants (maximum) avec lesquels il est en relation dans son quartier (générateur de contacts N+);
- Son intégration sociale générale ;
- La scolarité et les activités de ses enfants s'il en a ;
- Sa trajectoire résidentielle ;
- Ses caractéristiques sociodémographiques.

La passation en face-à-face au domicile des enquêtés durait en moyenne une heure. Afin de conserver une durée acceptable de passation, et après maintes réflexions et discussions, plusieurs thématiques ont dû être écartées du questionnaires et reportées au volet qualitatif : diversité de la population du quartier, trajectoire résidentielle détaillée, lien au quartier dans l'enfance, rapport aux institutions locales et policières, sentiment de sécurité, la vie de quartier des enfants, le lien aux commerçants, etc. De même, certains profils de N+ ont été mis à l'écart : les contacts situés hors du VSR délimité préalablement (impossible à identifier, par définition hors de notre base), les sans-abris se trouvant dans le quartier, les commerçants, les réseaux des enfants, les relations conflictuelles.

7. L'application web de collecte

Le questionnaire a été implémenté dans une application de collecte web (logiciel Voozanoo 3 - EpiConcept) spécialement conçue pour répondre aux besoins de l'enquête, développée par Kamel Nait Abdellah (informaticien, SES, Ined) et hébergée sur le serveur sécurisé de l'Ined.

En plus de la saisie informatisée de questionnaires, l'application permettait le partage d'informations entre enquêteur·rices en temps réel concernant, entre autres, l'identification des contacts cités dans le VSR. En effet, partager l'information en temps réel était essentiel lorsqu'un même voisin était cité par deux enquêté·es différent·es.

L'application permettait également de mettre à jour et de suivre l'évolution de la base-logements en cours de terrain (ex : de nouveaux logements repérés, des logements hors-champs à signaler, etc.) afin de de disposer d'une base de sondage actualisée pour les échantillonnages complémentaires.

8. Les tests de protocole et de questionnaire

Pré-enquête

Une pré-enquête intitulée « Entre Voisins » a été menée en 2016 à l'Ined afin de tester une protoversion du questionnaire ainsi que la faisabilité d'un double échantillonnage de N et de N+ et d'une construction « ad-hoc » d'une base-logements. Cette enquête a permis la collecte d'une centaine de questionnaires au sein d'un ensemble de 569 logements d'un quartier de mixité programmé à Vitry sur Seine et le dévoilement d'un réseau de voisinage riche atteignant le rang n+5 en trois mois de terrain. Cette première expérience encourageante, et le bilan des contraintes rencontrées, ont servi de base de réflexion pour l'élaboration du protocole final, décliné dans les autres contextes.

Test de questionnaire

En juillet 2017, l'équipe recherche, une stagiaire en master de géographie et deux enquêteur·rices professionnel·les ont réalisé 40 tests du questionnaire sur papier (20 dans chaque région). Les tests ont été faits sur papier, et l'équipe de recherche et l'équipe du SES ont ensuite identifié les variables prioritaires à saisir pour mener les analyses d'évaluation du questionnaire (la contrainte du temps a en effet rendu impossible la saisie de l'intégralité des questionnaires). Ces données saisies, ainsi que les questionnaires « observations enquêteur » et « observations enquêté·es » complétés pour chaque entretien, ont permis :

- D'identifier les questions difficiles à comprendre, mal formulées, inadaptées, qui prennent trop de temps, qui suscitent de la gêne ou des refus
- D'identifier les questions ou thématiques manquantes
- D'évaluer l'ordre des questions et des modules
- D'estimer la durée moyenne de chaque module et du questionnaire
- De recoder une partie des questions en clair pour construire des modalités fermées.

Test de protocole

En novembre 2017, un quartier de 710 logements adjacent à un VSR de l'enquête réelle (Riquet) a servi de terrain d'expérimentation à une équipe de 4 enquêteurs professionnels et une stagiaire recruté·es pour mener un test de protocole. Ce test a permis d'éprouver l'articulation complexe entre usage de l'application en ligne, matériel informatique et outils papier de suivi de terrain, d'améliorer ces outils et de préciser le protocole en vue de la formation des enquêteur·rices. Il a aussi été l'occasion

d'identifier des enjeux de coordination d'équipe et de mise en concurrence des enquêteur-rices pour la collecte des N+.

II. La préparation de la collecte

1. Le recrutement des référent es et enquêteur rices

Instituts en charge de la collecte

Ined pour la région parisienne et CMW pour la région lyonnaise.

Types de postes

Nous avons recruté au total 40 enquêteur·rices: 20 en région parisienne, 20 en région lyonnaise (annexe n°2). Deux types de postes ont été créés:

- 14 postes de référent es en CDD de 3 mois à temps plein.
- 26 postes d'enquêteur·rices en vacation, rémunéré·es "à la tâche".

Chaque équipe était composée d'un·e référent·e à temps plein et de deux enquêteur·rices (sauf en zone rurale, un·e seul·e enquêteur·rice) pour lesquels une présence de 20H par semaine environ était requise.

Recrutement

Les 20 enquêteur·rices lyonnais ont été recruté·es parmi un vivier d'étudiants ayant suivi les cours des enseignants-chercheurs en sociologie impliqués dans l'étude à l'université Lyon 2.

Les 20 enquêteur·rices parisiens ont été recruté·es en diffusant la fiche de poste en interne à l'Ined et dans des réseaux d'enseignants d'universités ou d'anciens étudiants.

Les référent es sont, pour la plupart, diplômé es d'un master de sociologie, d'anthropologie ou d'études urbaines, obtenu entre 2012 et 2017.

Les enquêteur·rices sont en fin de licence, en cours de master dans les mêmes domaines, ou en cours de préparation de concours.

<u>Difficultés</u>

La difficulté majeure de ces recrutements a été de trouver des candidat·es potentiel·les pour aller enquêter en zone périurbaine et rurale, plus difficiles d'accès.

L'équipe a également dû faire face à des démissions (pour des motifs personnels non liés à l'enquête), à la nécessité de recruter des enquêteur·rices remplaçant·es et de les former en cours de terrain.

2. La formation des référent.es et enquêteur·rices

Deux sessions de formation de 2 jours (9h-18h) ont été organisées : les 19 et 20 mars 2018 à Lyon et les 22 et 23 mars 2018 à Paris.

L'équipe de formation était pluridisciplinaire et composée de membres du service des enquêtes et des sondages de l'Ined : Gwennaelle Brilhault (cheffe du service des enquêtes), Amandine Stephan (ingénieure en méthodologie d'enquête), Kamel Nait Abdellah (informaticien d'enquête), Lamia Temime (technicienne de recherche) ;

Et de membres de l'équipe de recherche: Joanie Cayouette-Remblière (co-responsable scientifique de l'enquête, Ined), Jean-Yves Authier (co-responsable scientifique de l'enquête, CMW), Isabelle Mallon

(chercheure, CMW), Karine Pietropaoli (ingénieure d'études, CMW), Aurélie Santos (chargée d'études, Ined).

La formation était très dense, elle devait mêler théorie et pratique afin de rendre la formation attractive et que les référent es et les enquêteur rices puissent partir sur le terrain avec des bases solides sur le questionnaire et le protocole complexe de l'enquête.

Programme du 1er jour

- Présentation de l'enquête et de ses objectifs
- Appropriation des bases adresses et des outils de suivi papier de terrain
- Champ de l'enquête
- Consignes générales de passation d'un questionnaire
- Déroulé du protocole et mise en pratique :
 - o Utilisation du matériel informatique
 - o Lecture collective et saisie en ligne d'un questionnaire à partir d'un scenario commun
 - o Identification des contacts cités :
 - Techniques d'identification
 - Saisie du code logement du contact dans la base en ligne

<u>Programme du 2^{ème} jour</u>

- Retour sur les étapes du protocole présentées la veille
- Jeux de rôles autour de la phase contact
- Organisation du travail par équipe et par quartier
- Exercices d'appropriation de l'application en ligne
- Exercices sur le codage des questions ouvertes et sur le codage des professions
- Une passation complète d'un questionnaire format papier en 3 sous-groupes
- Une passation complète d'un questionnaire en ligne en sous-groupe par quartier
- Point sur le matériel à emporter sur le terrain

3. La communication autour de l'enquête

Le visuel de l'enquête

Nous avons choisi un visuel composé de diverses boites aux lettres colorées sur fond de mur en briques (annexe n°3). Ce choix permet d'éviter la représentation des scènes de vie et de voisinage, qui peuvent induire une injonction à bien voisiner ou à l'inverse une référence immédiate aux tensions liées au voisinage. Il permet aussi de ne pas représenter un type d'habitation ou un type de quartier plutôt qu'un autre. Il permet tout de même d'évoquer la diversité, la cohabitation, et peut faire référence à un service classique échangé entre voisin tel que la réception du courrier ou d'un colis.

Les supports de communication et d'information

Divers supports ont été utilisés pour communiquer et informer autour de l'étude et en favoriser l'acceptabilité dans les 14 quartiers d'enquête :

- Un mini-site de l'enquête : http://mon-quartier-mes-voisins.site.ined.fr. Il présente notamment l'enquête, l'équipe et la méthodologie de l'enquête ;
- Des affiches: comprenant le titre de l'enquête, les questions d'accroche qui résument le propos de l'enquête, le visuel, les logos Ined et Centre Max Weber. Une campagne d'affichage dans tous les quartiers a été organisée la semaine du 12 mars 2018, dans les immeubles et les commerces des VSR concernés (annexe n°3);

- Des dépliants: comprenant une présentation de l'étude sous forme de questions/réponses.
 Ils ont été distribués dans les boites aux lettres des personnes à enquêter ou lors des négociations en pas de porte par les enquêteur.rice.s;
- Une adresse mail générique (mentionnée sur le mini-site et le dépliant) pour recueillir les éventuelles questions des habitant·es;
- Des lettres municipales: une annonce de l'enquête a été publiée dans la lettre municipale de Marolles sur Seine (P7) en mars 2018 au moment du démarrage de la collecte, une autre annonce a été publiée dans Lyon Citoyen en juin 2018;
- Des interviews dans la presse locale : les deux directeur.rice.s scientifiques de l'étude ont répondu à des interviews dans le Dauphiné Libéré (21 mars 2018) et sur la radio Phare FM (mai 2018). Ces médias ont permis une bonne diffusion de l'information dans nos quartiers périurbains lyonnais.

4. Le protocole de collecte

Le protocole global de collecte

Une équipe de 40 enquêteur·rices réparti·es sur les 14 quartiers a été mobilisée du 21 mars au 04 juillet 2018. La collecte des données a été réalisée en face à face, au domicile des enquêté·es, via un questionnaire Internet grâce à l'utilisation de netbooks et de clés wifi 4G. L'application de saisie du questionnaire et de suivi de collecte a été conçue spécialement pour l'enquête par Kamel Nait Abdellah (informaticien d'enquêtes, SES, Ined).

Le protocole était le suivant:

- 1. Au sein des logements échantillonnés (appelés N), enquêter une personne dans le champ de l'enquête c'est à dire majeure et dont le logement est la résidence habituelle
- 2. Identifier les logements des contacts cités (appelés N+) par ces enquêtés (N)
- 3. Enquêter ces contacts (N+), uniquement s'ils vivent dans les limites du VSR
- 4. Répéter ce protocole avec les contacts du N+

Le protocole détaillé des passages aux logements

Chaque logement échantillonné a fait l'objet d'une fiche logement, appelée « fiche N » (annexe n°4), comprenant les informations nécessaires pour se rendre à cette adresse et un tableau pour annoter la date, l'heure et l'issue de chaque passage/évènement (y compris échanges de sms, appels téléphoniques, envois de courriers) à ce logement. Toutes ces fiches étaient rassemblées dans un cahier de suivi à emmener sur le terrain. Des fiches de suivi vierges étaient également prévues dans le cahier de suivi pour ajouter au fur et à mesure les contacts cités par les enquêté.e.s, appelées « fiches N+ » (annexe n°4).

Les consignes concernant « l'effort » à fournir sur chaque fiche étaient les suivantes :

- Au bout de 7 passages dont l'issue est « Non-réponse » (NR), le logement n'est plus sollicité pendant 3 semaines. À l'issue de ces 3 semaines, 3 nouveaux passages sont réalisés. Si l'enquêteur-rice ne parvient toujours pas à joindre le ménage, le logement est considéré comme « absent définitif »;
- Un refus explicite, doit être transféré à un autre enquêteur rice du VSR qui tente de nouveaux passages 3 semaines après le premier refus. Après un second refus (ou 5 nouveaux passages sans obtenir la passation d'un questionnaire, en fin de terrain), le refus initial est confirmé et passe en « Refus définitif »;

- Un logement pour lequel la négociation traine, avec aux moins 10 passages sans autre état atteint devient un « à enquêter (négo) », mais « l'effort » pour essayer d'obtenir un questionnaire se poursuit;
- Certains logements sortent du champ de l'enquête et doivent être renseignés comme « Hors champ ». Exemples : un logement qui s'avère avoir une autre utilité que l'habitation (local commercial, cabinet médical), un logement en travaux longue durée, un logement vacant, un logement occupé par une(des) personne(s) de moins de 18 ans, un logement constituant une résidence secondaire, un logement d'un contact cité qui a entre-temps déménagé.
- Certains logements sont « impossibles à enquêter » pour deux motifs principaux :
 - Une condition physique ou psychique rendant la passation du questionnaire impossible
 - Des difficultés trop importantes pour réaliser l'enquête en langue française (et l'impossibilité de faire assurer la traduction partielle par un tiers)
 - Un motif « autre », à préciser, pouvait aussi être mobilisé par les enquêteurs.

Au cours du dernier mois d'enquête, le protocole d'enquête et les consignes ont été révisés pour s'adapter au contexte de fin de terrain :

- Le délai avant un second passage pour les refus et les absents est réduit à 1 semaine (au lieu de 3 semaines) afin de permettre un second passage avant la date de fin de collecte ;
- Afin de ne pas perdre trop de temps sur des fiches logements vouées à l'échec, celles qui font l'objet de négociations sans fin qui ne semblent pas pouvoir aboutir à un rendez-vous fiable pour mener la passation du questionnaire sont basculés en « fin d'exploitation ».

Les transferts

En plus des fiches « N » et « N+ », des fiches « transfert » ont été ajoutées aux cahiers de suivi (annexe n°4). En effet, dans certains cas, le protocole de l'enquête nécessite le transfert de fiches-logement d'un·e enquêteur·rice à un·e autre au sein d'un même VSR :

- En cas de primo-refus, la fiche logement doit être transférée au référent·e, à défaut à un·e autre enquêteur·rice ;
- En cas d'indisponibilité de l'enquêteur·rice à qui la fiche appartient (plusieurs rendez-vous simultanés, impossibilité d'être sur le terrain le jour d'un rendez-vous, etc.);
- Pour répartir la charge de travail entre enquêteur rices :
 - Répartir les fiches N+ entre les enquêteur·rices qui avancent dans des réseaux fournis et ceux qui ont très peu de contacts à enquêter
 - Répartir les fiches logement restantes lorsque les référent es ont terminé leur contrat (le contrat des enquêteur rices se terminait environ une semaine plus tard)
- Transfert des fiches de N+ qui se situent dans des immeubles mieux maitrisés par un∙e autre enquêteur·rice.

<u>Matériel</u>: Les enquêteur·rices devaient emmener sur le terrain le matériel suivant :

- Le netbook et son chargeur
- La clé wifi pour accéder à l'application en ligne
- Le téléphone portable professionnel
- Un stock de dépliants, coupons « rendez-vous », coupons « avis de passage »
- Le cahier de suivi des fiches logement
- La base adresse en format papier (facultatif)
- Quelques questionnaires papier de secours en cas de bug informatique

III. Le suivi de la collecte: les défis de la multiplication des échantillons et des terrains

1. Le tirage des échantillons initiaux (N)

À partir de chaque base-logements, un tirage aléatoire initial a été effectué par Géraldine Charrance (statisticienne, SES, Ined) selon la méthode du sondage stratifié à allocation proportionnelle sur le critère « logement du parc privé/du parc social ». Comme nous en avions l'intuition et comme les résultats en attestent à ce jour, le statut d'occupation du logement influe fortement sur les manières de voisiner, il était donc primordial de disposer d'échantillons représentatifs sur ce critère. Pour s'adapter à l'ampleur variable des VSR, des tirages initiaux de 3 tailles ont été prévus (cf. Tableau 1). Ont été exclus de l'échantillonnage les logements identifiés avant le terrain comme étant hors-champ (locaux professionnels, logements vacants, résidences secondaires...).

Les logements ainsi initialement échantillonnés ont été répartis entre les 2 ou 3 enquêteur-rices de chaque équipe de terrain, sous forme de cahiers de fiches logements à enquêter (fiche N, annexe n°4).

2. Le suivi des objectifs, des deux échantillons (N et N+) et des tirages complémentaires

L'objectif était de recueillir 3000 questionnaires au total. Nous avions établi des objectifs différents par type de quartiers, selon la taille des bases de sondage constituées pour chacun de nos VSR. Afin de disposer d'un réseau dévoilé suffisamment conséquent pour être exploité, nous avions également fixé à 40 % de l'échantillon final la part des N+ (et donc à 60% la part de N).

L'équipe de coordination a suivi de près les avancées en termes de nombre de questionnaires réalisés dans chaque quartier, dans la perspective d'atteindre les objectifs initialement fixés. L'objectif initial pour les quartiers centraux a été aligné avec l'objectif des quartiers périphériques en cours de collecte, face aux difficultés importantes rencontrées sur le terrain principalement dans les quartiers bourgeois et gentrifiés (voir IV.5).

Tableau 2 : Objectifs de collecte par quartier et par type d'échantillons

Contextes	Nombre de VSR concernés	Nombre moyen de logements par VSR	Objectifs initiaux* en nombre de questionnaires	Objectifs (N seulement, 60%)	Tirage initial
Bourgeois, gentrifiés, populaires en ville-centre	6	1400	235 puis 215	141 puis 129	202
Quartiers de mixité sociale programmée, grands ensembles, petites villes périurbaines	6	1100	215	129	186
Communes rurales périurbaines	2	750	155	93	136

^{*}cette répartition initiale des objectifs par type de quartier devait permettre d'assurer une marge de 10 questionnaires, montant le total à 3010 questionnaires au lieu de 3000.

La spécificité du protocole a donc impliqué de suivre pour chaque terrain, l'évolution de deux échantillons à la fois : les N échantillonnés (tirage initiaux et complémentaires) et les N+ cités au fil de la collecte.

Pour déterminer le volume de logements supplémentaires à échantillonner, des projections basées sur le taux de réponse de l'échantillon initial et sur le nombre moyen de N+ générés et enquêtés par questionnaire et par VSR, étaient réalisées fréquemment au fil de la collecte (Géraldine Charrance, SES, Ined). Si ces projections révélaient que le nombre de logements en cours d'exploitation s'avéraient insuffisants pour atteindre les objectifs en termes de N et de N+, un échantillon complémentaire était constitué. Ainsi, 8 tirages complémentaires ont été réalisés au cours des 3 mois de collecte (cf. Figure 1).

Dans les quartiers où le terrain s'est montré particulièrement difficile, présentant un taux de participation faible et une difficulté avérée de recruter et identifier de nouveaux contacts à enquêter, le volume de logements échantillonnés en cours de terrain s'est révélé plus important, puisqu'il a été convenu de remplacer des N+ par des N au besoin, afin d'atteindre un taux de sondage suffisant et une bonne représentativité sur chaque terrain.

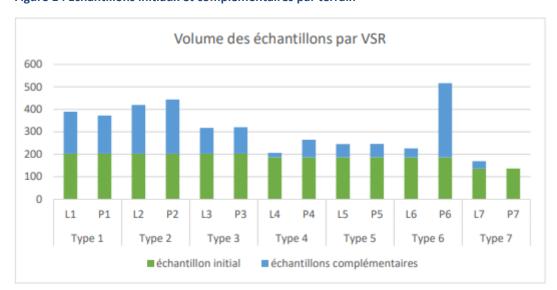


Figure 1 : Échantillons initiaux et complémentaires par terrain

Les difficultés liées à ces estimations et décisions de tirages complémentaires :

- Estimer finement l'état d'avancement des échantillons en cours d'exploitation ;
- Arbitrer entre le ressenti des enquêteur·rices (manque de logements, impression de tourner en rond) et les projections qui n'indiquent pas la nécessité d'un nouveau tirage ;
- Répartir les nouveaux logements entre les enquêteur·rices sur le terrain selon leur propre manque en fiches logements et selon la zone du quartier qu'ils étaient habitué·es à couvrir ;
- Organisation logistique de la transmission de ces nouvelles fiches et de leur ajout dans les cahiers de suivi ;
- Prendre en compte la durée de collecte restante dans le dimensionnement des échantillons complémentaires (c'est-à-dire assurer à chaque logement, la même durée et le même effort d'exploitation).

3. Le suivi de la base-logements

La base-logements a légèrement évolué en cours de collecte : des logements manquants ont été ajoutés, des adresses ont été recodées pour permettre l'identification des contacts cités, des logements inaccessibles et hors champs ont été repérés, etc. Cette actualisation en continu a permis de faciliter le travail de l'enquêteur-rice sur le terrain et de réaliser les échantillonnages

complémentaires sur une base propre, évitant les hors-champ et incluant les nouveaux logements. Ces ajustements de la base-logements ont nécessité une veille attentive de l'équipe de coordination et de nombreux échanges avec les enquêteur-rices pour vérifier les ajouts (0,6% de la base) ou suppressions (1,2%) à opérer.

4. Les outils de suivi de la collecte

Les points référents

Un suivi en continu était réalisé auprès des 40 enquêteur-rices simultanément mobilisé-es dans 14 terrains. Pour ce faire, des points bimensuels (6 au total) étaient organisés avec les référent-es de chaque région et leurs coordinatrices (Karine Pietropaoli en région lyonnaise et Aurélie Santos en région parisienne). Ces points ont permis de recueillir les difficultés, partager des techniques de terrain et transmettre des consignes de collecte et de passation homogénéisées et ajustées au fil des semaines de collecte. L'équipe de recherche a ainsi pu garder trace de la manière dont les données ont été collectées sur le terrain, identifier les questions qui se sont révélées difficilement compréhensibles, les stratégies d'adaptation des enquêteur-rices et les motifs les plus fréquents derrière les « ne sait pas » et « refus de réponse ».

Tableaux de bord et outils de suivi de la collecte

- Kamel Nait Abdellah (informaticien d'enquêtes, SES, Ined) a conçu des listings spécifiques dans l'application en ligne afin de suivre la qualité de la saisie de certaines variables: les professions, les questions en clair, les « autres » à recoder éventuellement ;
- Karine Pietropaoli (ingénieure d'études, CMW) a conçu une application web permettant de suivre l'avancée en termes de nombre de questionnaires réalisés dans chaque quartier, de suivre l'avancée du quota N/N+ fixé au départ, le sex ratio par quartier, etc ;
- Géraldine Charrance (statisticienne d'enquêtes, SES, Ined) a produit chaque semaine, durant toute la collecte, un reporting afin de suivre l'avancée des fiches adresses mises en exploitation.

IV. Bilan quantitatif

1. Questionnaires réalisés

Au final, 2572 questionnaires ont été collectés, pour un objectif initial de 3000. Globalement, les quartiers centraux s'approchent de leur objectif révisé, à l'exception notable du quartier d'Auteuil qui est resté très en-deçà de ses objectifs. L'échantillon final est par ailleurs composé de 64,8 % de N et 35,2% de « N+ », s'approchant de l'objectif initial de 60 % / 40%.

Tableau 3 - Nombre de questionnaires réalisés par région et rappel des objectifs

Région	N	N+	Total	Objectif initial	Objectif révisé	% Objectif initial	% Objectif révisé	% N+
Lyon	824	445	1269	1505	1445	84,3	87,8	35,1
Paris	843	460	1303	1505	1445	86,6	90,2	35,3
Ensemble	1667	905	2572	3010	2890	85,4	89	35,2

Nos enquêtés sont majoritairement des femmes (61%). Le sex-ratio par quartier est plutôt bien équilibré en général, mais les équipes de Auteuil, La Tour du Pin et Navigateurs ont enquêté très majoritairement des femmes (70%). En dépit de la veille effectuée sur ce point en cours de collecte et des consignes passées en ce sens, ces terrains restaient sans grande marge de manœuvre pour rééquilibrer ce taux au vu des conditions d'enquête déjà difficiles dans les quartiers d'Auteuil et La Tour du Pin, et au vu d'une présence très rare des hommes au domicile des enquêtés aux Navigateurs. La variation des jours et horaires de présence sur le terrain n'a pas permis de combler ce déficit d'hommes.

Temps de passation

Le temps de passation moyen est de **50 minutes**, soit un peu moins que le temps estimé au départ qui était d'environ 1h. L'appropriation du questionnaire par les enquêteur·rices peut expliquer cette réduction du temps de passation entre les tests et le temps mesuré pendant la collecte. De plus, les tests ont été faits sur des questionnaires papiers, ce qui allonge les durées de passation (filtres non automatisés).

2. Les contacts cités

Les 2572 enquêtés ont généré au total 5712 contacts N+. Ce total comprend des doublons, puisque certaines personnes sont citées plusieurs fois, ou certains contacts citent à nouveau leur citant.

Une part non négligeable des contacts cités (18,5%) se situe en dehors des limites de nos VSR (état hors-vsr). Compte tenu de l'impossibilité de les identifier et leur affecter un identifiant, ils étaient donc exclus du champ de l'enquête. Ces cas sont beaucoup plus fréquents dans les quartiers intramuros, dont la densité implique que le voisinage s'étende nécessairement au-delà des limites que nous avions fixées. Ils sont moins fréquents dans les quartiers récents formant des blocs d'habitations bien délimités spatialement, et quasi inexistants dans les communes rurales dont l'intégralité des adresses a été prise en compte dans le VSR.

Les contacts restant à l'état « à identifier » (12.7%) sont des contacts pour lesquels les informations fournies par le citant restent trop lacunaires pour permettre une identification certaine du logement de la personne mentionnée. Nous avons travaillé tout au long de l'enquête en étroite collaboration avec les enquêteur·rices pour minimiser ce nombre, mais entre les personnes qui ne savent pas exactement où habitent leurs relations de quartier, les citations extrêmement imprécises à dessein (éviter que l'on aille déranger le voisinage) et les citations erronées, il reste une part incompressible, et anticipée dans le protocole, de ces contacts non identifiables.

Tableau 4 : Bilan des états atteints en fin de collecte chez les N+

Etat	nombre de N+	% de N+
0. à identifier	724	12.68
1. à enquêter	553	9.68
3. à enquêter (absent)	34	0.60
4. à enquêter (refus)	415	7.27
5. refus définitif	220	3.85
6. impossible à enquêter	76	1.33
7. hors-champ	55	0.96

8. hors-vsr	1056	18.49
9. enquêté	2422	42.40
10. absent	68	1.19
11. à enquêter (négo)	38	0.67
12. fin d'exploitation	51	0.89
Total	5712	100

3. Rythme de collecte

A Paris, la collecte a démarré 3 jours après le début de terrain lyonnais, ceci est dû au temps de la formation de l'équipe parisienne. L'écart concernant le nombre de questionnaires de N entre Paris et Lyon s'est maintenu une bonne partie de la collecte pour se résorber en juin, jusqu'à ce que Paris finisse par devancer légèrement Lyon. La collecte auprès des N+ a démarré en décalé, le temps que les premiers contacts cités soient identifiés par les enquêteur·rices, puis enquêtés.

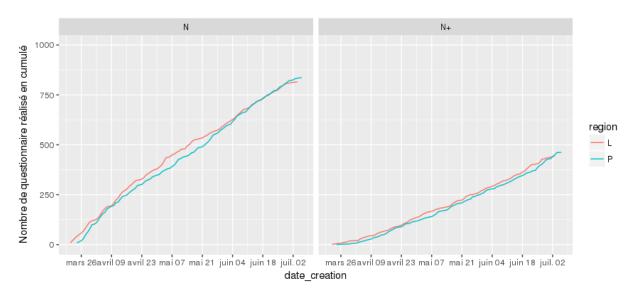


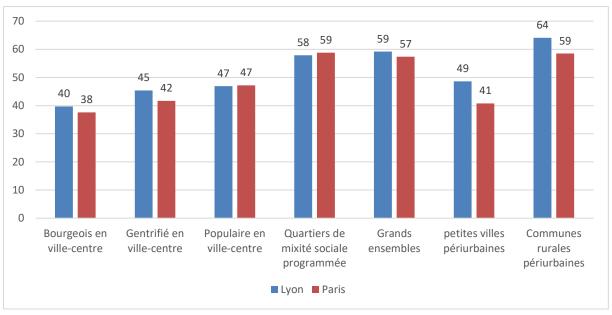
Figure 2 : Rythme de collecte des N et N+ dans les deux régions

4. Principaux indicateurs (participation, refus, hors-champ & impossible)

Taux de participation

La qualité d'une base de données ne dépend pas seulement du nombre de questionnaires collectés, mais également et surtout des taux de réponse qui permettent de prétendre à une représentativité des habitants sur chaque terrain. Or, la participation des enquêté·es varie en fonction des difficultés propres à chaque terrain et dépend de nombreux éléments : le taux de logements inaccessibles ou restés sans réponse malgré le nombre élevé de passages prévus par le protocole, le taux de refus et la proportion de négociations n'ayant pu aboutir avant la fin de la collecte. La Figure 3 révèle que si les taux de participation sont très proches au sein de chaque contexte entre Paris et Lyon, reflétant bien l'homologie structurale qui avait présidé au choix des quartiers, on observe de grandes différences de taux de participation entre les différents contextes qu'il convient d'expliquer (voir IV.5).

Figure 3 - Taux de participation par VSR (parmi les N et N+ enquêtables*)



*enquêtables : logements (N et N+) exploités desquels on retire les « hors-champ » (non logement, résidence secondaire, inhabité) et les « impossibles à enquêter » (impossibilité d'accès au logement, barrière de la langue, incapacité psychique ou physique des membres du ménage à répondre à l'enquête)

Taux de refus

Au sein des logements enquêtables (hors impossibles à enquêter et hors-champ), les taux de refus (primo et définitifs) varient entre 18% et 33% selon les quartiers. Leur répartition reflète à nouveau une certaine homologie par type de quartier, avec une présence néanmoins nettement plus marquée des refus à Paris pour les quartiers d'Auteuil (P1) et de Batignolles (P2), et à Lyon pour le quartier Amstrong (L5). Les principaux motifs avancés par les habitant es sollicité es dans ces quartiers sont le fait de ne pas être intéressé e par l'enquête et le manque de temps. Le motif du temps est particulièrement mobilisé à P2.

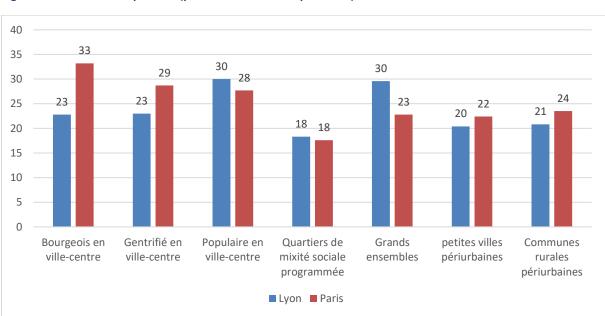


Figure 4 - Taux de refus par VSR (parmi les N et N+ enquêtables)

Hors-champ

Une partie des logements exploités ont été identifiés comme étant « hors-champ » durant le terrain. Les quartiers les plus concernés sont les quartiers périurbains (P6 et L6), où les bases adresses initiales ont connu de multiples corrections (de nombreux logements sont finalement « inexistants ») et où la vacance des logements est importante. Le quartier d'Auteuil (P1) est aussi concerné, principalement pour deux motifs : logements vacants et logements « doublons », c'est-à-dire, des logements comptés en double, à tort, du fait des escaliers de services destinés au personnel de service, ou de logements qui ont fait l'objet de travaux pour être réunifiés.

Tableau 5: Proportion de « hors-champ » selon le type de VSR

	Lyon	Paris
Bourgeois en ville-centre	6,8%	10,5%
Gentrifié en ville-centre	8,8%	6,6%
Populaire en ville-centre	3,9%	2,6%
Quartiers de mixité sociale programmée	1,5%	2,8%
Grands ensembles	1,1%	2,7%
Petites villes périurbaines	10,9%	15,3%
Communes rurales périurbaines	5,7%	3,3%
Total	5,7%	6,7%

<u>Impossibles à enquêter</u>

Une autre partie de l'échantillon n'a pas pu faire l'objet d'une enquête en raison de caractéristiques des occupant es des logements. Le quartier Riquet (P3) se distingue car il présente une part non négligeable de logements où aucun membre du ménage ne parle français (importante communauté asiatique). Le quartier d'Auteuil se distingue encore, du fait de logements rendus totalement inaccessibles par leurs habitant es, conjointement avec les gardien nes et/ou les syndics de copropriété.

Tableau 6 – Proportion d'« impossibles à enquêter » selon le type de VSR

	Lyon	Paris
Bourgeois en ville-centre	3,4%	16,8%
Gentrifié en ville-centre	2,2%	1,3%
Populaire en ville-centre	5,1%	6,4%
Quartiers de mixité sociale programmée	3,2%	2,5%
Grands ensembles	5,2%	5,1%
Petites villes périurbaines	4,5%	3,6%
Communes rurales périurbaines	1,9%	0,0%
Total	3,7%	5,1%

5. Les disparités de résultats entre quartiers

Les quartiers bourgeois présentent les taux de participation les plus bas. Ces quartiers ont cumulé les difficultés, avec une intensité toute particulière à Auteuil nécessitant un aménagement des objectifs et un soutien important aux enquêtrices de terrain par diverses interventions de l'équipe de coordination. Les très grandes difficultés d'accès aux bâtiments sécurisés et dotés de gardien nes contrôlant toutes les entrées, les difficultés d'accès aux habitants (absents, mobiles, réfractaires) et leur moindre coopération (proportion record de refus de citer des contacts à Auteuil) ont rendu l'enquête extrêmement complexe. À Auteuil, près d'une personne sollicitée sur trois a refusé de participer à l'enquête. Les habitants des quartiers bourgeois ont également cité davantage que d'autres des contacts résidant en dehors des limites de la zone d'étude (du VSR), ce qui a compliqué la poursuite de la collecte au sein des réseaux des contacts. Les contacts enquêtables, en revanche, se sont montrés plus coopératifs que les logements échantillonnés, surtout à Lyon. La recommandation d'un enquêté auprès des relations de voisinage a joué comme un facteur améliorant l'acceptabilité de l'enquête, contrairement aux sollicitations en porte à porte (le cas des N) très mal reçues, tout particulièrement à Auteuil. Ainsi que le notent des ethnographes ayant travaillé sur les classes supérieures (Herlin-Giret, 2018), enquêter dans ce milieu nécessite de construire un lien de confiance et de disposer de recommandations.

Les taux de participation des **quartiers gentrifiés** sont également parmi les plus faibles bien qu'ils soient les quartiers ayant collecté le plus de questionnaires. L'atteinte des objectifs (révisés) est principalement due aux renforts mobilisés pour combler les écarts trop importants qui se sont creusés avec les autres quartiers au cours du mois de mai. La non-participation des logements sollicités est principalement imputable aux refus. À contrario, lorsque les personnes ont accepté de participer, elles se sont montrées coopératives et ont révélé des réseaux de voisinage assez denses. Tout comme pour les quartiers bourgeois, le fait d'avoir été cité par un voisin présente un avantage considérable, les enquêtés se sont révélés être des alliés pour l'avancée de la collecte. La forte proportion de contacts cités résidant en dehors de la zone d'étude (hors VSR) a certes confirmé l'étendue des relations de voisinage des habitants des quartiers gentrifiés, mais elle a compliqué la mise en œuvre du protocole, ralentissant l'avancée dans les réseaux au sein de la zone d'étude. Enfin, les habitations ne sont pas toujours faciles d'accès et l'ancienneté du bâti peu présenter des cas complexes d'identification des logements (deux cages d'escaliers menant à un même palier, logements réunifiés ou divisés, etc.).

Les meilleurs taux de participation des **quartiers populaires de ville-centre** ont en partie été favorisés par l'architecture standardisée de ces espaces qui rend plus aisée l'identification et l'accès aux logements, et ce d'autant plus que les bailleurs partenaires de l'étude avaient fourni des vigiks. La non-participation est ici surtout imputable aux refus (avec 29 % de refus, Grange Rouge est le quartier où ceux-ci sont les plus fréquents). Par ailleurs, les réseaux de voisinage semblent assez peu denses, surtout dans le quartier Lyonnais. Contrairement aux quartiers bourgeois et gentrifiés, il ne semble pas y avoir d'effet de la recommandation, les taux de participation des N et N+ étant très proches.

Dans les **quartiers de mixité sociale programmée**, près de 57 % des personnes sollicitées ont accepté de participer à l'enquête. Le déroulement de la collecte a été favorisé par l'architecture standardisée et récente, par les vigiks fournis par les bailleurs facilitant l'accès à certains immeubles et par le terrain exploratoire approfondi ayant permis de récupérer de nombreux digicodes en amont de la collecte. Les personnes sollicitées se sont par ailleurs révélées moins réticentes que dans les trois premiers contextes. La population, en plus grande proportion active, est plus difficile à joindre, et les échecs

d'enquête sont plus souvent dus à des négociations n'ayant pu aboutir (passages répétés sans réponse, difficultés à fixer un rendez-vous...) que des refus (avec 12 %, le quartier du Port compte le plus faible nombre de refus d'enquête). Les réseaux de voisinage sont relativement denses, mais des difficultés d'identification au Quartier du Port (où les contacts cités sont plus souvent qu'ailleurs des liens faibles) et une proportion non négligeable de contacts hors de la zone d'enquête à la ZAC du Bon Lait (où le VSR ne comprenait pas l'entièreté de la ZAC) ont complexifié leur collecte.

C'est probablement dans les **quartiers de grands ensembles** que l'accès aux logements a été le plus simple, grâce aux vigiks fournis par les bailleurs sociaux, à la forte proportion de logements HLM³ standardisés et au soutien des gardiens. L'enquête a également été facilitée par la plus grande présence des habitants dans leur logement, sans doute en lien avec la part plus importante d'inactifs par rapport aux autres quartiers. La densité des réseaux de voisinage a aussi pu jouer favorablement, surtout aux Navigateurs. Il ne faut cependant pas minimiser les difficultés qu'ont pu constituer la barrière de la langue, le contexte difficile de démolition et relogement en cours aux Navigateurs, et la lassitude ressentie par ces populations qui se disent « sur-enquêtées » par les bailleurs sociaux. Ce contexte explique les taux de refus (et de déménagements!) importants observés dans ces quartiers (21 % des personnes sollicitées aux Navigateurs et 26 % de celles contactées à Armstrong ont refusé d'être enquêtées).

Les taux de participation des **petites villes périurbaines** sont parmi les plus bas, et le nombre de questionnaires collectés s'y trouvent en dessous des objectifs. Ces terrains ont cumulé de nombreuses difficultés : distance géographique, difficultés d'identification des logements, nombre considérable de « hors-champs » (logements abandonnés notamment), difficultés à déterminer si les logements sont vacants ou non, habitat insalubre, très forte méfiance des enquêtés et lassitude après le recensement 2018 qui avait lieu quasiment en même temps. Par ailleurs, on enregistre un nombre relativement faible de contacts cités par questionnaire, et parmi les contacts cités, une part importante se situe hors de la zone d'étude, surtout à Montereau (18 %).

Bien que situées à quelques kilomètres seulement, les **communes rurales périurbaines** présentent les meilleurs taux de participation, rendus possible par un accès facilité aux habitations pavillonnaires, et la déclaration de réseaux de voisinage denses s'inscrivant quasiment systématiquement dans les limites de la zone d'étude, puisque celle-ci couvrait toute la commune.

V. Bilan qualitatif de la collecte

1. Pourquoi le protocole des N+ s'est révélé si compliqué en pratique ?

La spécificité de notre protocole est de constituer une partie de notre échantillon en suivant les réseaux de relations déclarées par les enquêté.e.s. Cette partie du protocole présente des difficultés particulières sur le terrain.

Avant de pouvoir enquêter un contact cité (N+), il faut s'assurer que celui-ci se trouve effectivement dans le champ de l'enquête. Les groupes de personnes imprécis (du type « les mamans de l'école »),

³ Mentionnons cependant que les copropriétés construites à la faveur de la rénovation urbaine ont fait l'objet d'une « résidentialisation » prononcée (Lelévrier et Guigou, 2004) et que leur accès a parfois été rendu très difficile avec deux, voire trois sas avec codes ou interphones.

les personnes mineures, les commerçants n'habitant pas le quartier, les personnes en résidence secondaire, les personnes sans domicile ou encore les personnes décédées, n'en font pas partie. Or, tous ces cas ont été spontanément cités par les enquêtés. Il fallait donc opérer un tri, idéalement au moment de la saisie, ce qui a pu s'avérer compliqué à mettre en œuvre pendant la passation du questionnaire.

Il était ensuite recommandé d'obtenir auprès de l'enquêté des informations précises sur ses contacts cités afin de procéder à leur identification à la suite du questionnaire. Cette partie sensible du protocole nécessite une capacité d'adaptation des enquêteur-rices en fonction du type d'interaction établie avec l'enquêté (plus ou moins de confiance) et selon le type d'information nécessaire dans le contexte pour retrouver un logement (nom de famille, étage, description des façades, spécificités du paillasson, etc.). La divulgation de la suite du protocole (« nous allons enquêter vos voisins ! ») est aussi à adapter à chaque interaction : si la relation établie peut aboutir à une recommandation de la part de l'enquêté auprès de ses contacts, c'est un avantage certain pour la poursuite de la collecte, mais inversement l'enquêté peut se braquer et empêcher l'enquêteur-rice d'avancer dans le réseau.

Après avoir recueilli ces informations, l'enquêteur-rice devait repérer le logement du contact cité dans la base-logements afin de lui attribuer son code articulé. Cette étape d'indentification nécessite parfois de petites enquêtes de voisinage, des phases d'exploration du quartier et de l'intérieur des immeubles, ou de recherche dans la base des personnes déjà enquêtées (ex : si un-e enquêteur-rice cherche une Sandrine au 5ème, elle a peut-être déjà été enquêtée et l'enquêteur pouvait consulter la liste des prénoms des enquêtés et de leur conjoint-e et croiser les caractéristiques sociodémographiques déclarées telles que l'âge). À de multiples reprises l'équipe de coordination est venue en appui pour retrouver les logements des personnes citées en cherchant des similitudes dans les données précédemment collectées, voire en ayant recours à des visites virtuelles de quartier via Google Maps.

Enfin, une fois le code du logement trouvé, l'enquêteur-rice devait négocier un questionnaire avec le N+ cité *précisément*, contrairement aux logements échantillonnés où il pouvait interroger n'importe quel membre du ménage faisant partie du champ de l'enquête. Trouver le bon N+, après avoir trouvé le bon logement, ajoutait une contrainte supplémentaire.

2. L'appropriation du terrain par les enquêteur-rices

Lors des divers points d'étapes, les référent-es ont pu partager les stratégies d'adaptation mises en place dans leur quartier : l'habillement, la coiffure, le port d'une alliance pour couper court aux propositions de mariage, etc.

La négociation dans les quartiers bourgeois est aussi passée par un ajustement du discours et de la présentation de soi : enquêteur·rice, sociologue ou employé·e de la recherche publique passent mal, tandis que les statuts de doctorant·e ou de démographe ont semblé susciter moins de dénigrements.

Certain-es ont développé des techniques « anti-lapins » afin de minimiser les déconvenues le jour d'un RDV, comme relancer la veille ou le jour même par téléphone dans le cas optimal où la personne avait laissé son numéro, ou laisser des mots personnalisés dans les boites aux lettres pour rappeler l'importance d'honorer ledit rendez-vous.

La plupart des enquêteur·rices ont confié se sentir de plus en plus à l'aise et légitime à entrer dans les immeubles et à solliciter des questionnaires au fil de la collecte. Il·elles sont devenu·es plus incisif·ves dans la négociation et ont su adapter de mieux en mieux les argumentaires à la population rencontrée.

3. Rythme de la collecte : le ressenti des équipes de terrain

<u>Les effets « tirage »</u>: à chaque tirage d'échantillons complémentaires, les enquêteur·rices ont bénéficié d'un renouvellement de leur stock de fiches N, et d'une relance de leur activité, jusqu'à ce qu'il se tarisse et que les logements où les personnes sont présentes et volontaires soient épuisés. Reste alors la partie la moins facilement accessible de l'échantillon, les tournées se réduisent en temps, les journées blanches peuvent s'accumuler, et la motivation, se ternir.

<u>Les effets « réseau »</u>: tomber sur un réseau dense de voisinage, composé de liens « forts » permettant des recommandations de contact en contact, facilite grandement la réalisation de questionnaires et peut produire des accélérations, en dehors d'une relance du rythme par un nouveau tirage.

Les autres effets : Le rythme de la collecte a pu être affecté par une multitude d'autres effets:

- Effet « soleil » : les potentiel·les enquêté·es sont de sortie (tous les quartiers);
- Effet « ponts de mai » : désertification des quartiers bourgeois et gentrifiés, présence des enquêté·es dans les quartiers populaires et au Quartier du Port (P4) ;
- Effets « vacances scolaires »: des enfants en vacances et des parents plus disponibles ;
- Effet « partiels » des étudiant·es : certains de nos enquêteur·rices ont été moins disponibles du fait de leurs examens.

4. Divers problèmes rencontrés en cours de collecte

Des altercations ont vu le jour entre les enquêtrices et certain-es gardien-nes d'immeubles à Auteuil (P1) principalement et à Grange Rouge (L3) plus modérément. Les habitant-es ont pu aussi montrer de vives réactions : une enquêtrice de L3 s'est vue arracher ses affaires des mains par une dame âgée, une habitante a menacé une des enquêtrices de Riquet (P3) de jet d'acide à la figure, ce qui a fait l'objet d'un dépôt de main courante au commissariat du 19ème arrondissement. Quelques enquêtrices ont quitté le domicile de la personne en cours d'enquête, ne se sentant pas en sécurité (personnes sous l'emprise de substances ou témoignant d'une trop grande proximité physique).

Dans ce genre de cas difficiles, le protocole prévoyait une issue « coordination » : l'enquêteur·rice devait appeler la coordinatrice du terrain pour présenter la situation, puis statuer sur la stratégie à mettre en place (abandon, transfert à un enquêteur, enquête dans un lieu public hors du domicile...).

Pour tous les quartiers hors de la ville centre, mentionnons également la période de grève soutenue à la SNCF qui a régulièrement perturbé les trajets pour se rendre sur ces divers terrains.

5. Aides apportées par l'équipe de coordination

Le quartier d'Auteuil (P1) a été tout particulièrement accompagné par l'équipe de coordination pour tenter de remobiliser les enquêtrices : passages sur le terrain, négociation auprès des habitant-es pour obtenir les codes d'accès aux immeubles, négociation pour désamorcer les tensions auprès des gardien-nes les plus hostiles, affichage spécifique comprenant les photos des enquêtrices, négociation d'un lieu de pause gratuit dans les locaux de la délégation du CNRS situé au cœur du VSR.

Les enquêteur·rices ont bénéficié de notre aide pour des prises de contact avec des syndics et des bailleurs sociaux pour obtenir des codes d'accès ou des vigiks. Ces démarches sont fastidieuses mais ont parfois pu débloquer des situations fermées, notamment à la Croix Rousse (L2) et à la Zac du Bon Lait (L4).

Suite au constat de la nécessité de produire une version nominative et écrite de nos prises de contact avec certains enquêté·es, des envois de courriers personnalisés ont été réalisés (annexe n°5). Nous

avons mis ce procédé en place massivement à Auteuil (P1), et plus occasionnellement pour des cas particuliers à P2, P3, P4, P5, L3 et L7.

Une part importante de l'aide apportée a consisté en une aide à l'identification des contacts à distance en croisant les informations de localisation des logements, de caractéristiques physiques de l'habitat pavillonnaire, des caractéristiques de la personne citée (prénom, profession, âge) saisies dans l'application parmi les personnes déjà enquêtées, d'informations trouvées sur les pages blanches, de balades sur Google Streetview, etc. C'est un travail d'enquête fastidieux, que les enquêteur·rices ne pouvaient pas se permettre de fournir systématiquement, et l'aide apportée par l'équipe s'est avérée payante.

VI. La post-enquête qualitative

Afin d'approfondir certaines thématiques de recherche, une post-enquête qualitative a été réalisée, du 14 mars au 30 juin 2019. Un seul quartier par type de contexte a été retenu, à l'exception de deux types : les quartiers bourgeois, dans lesquels moins de questionnaires ont au total été réalisés, et les quartiers de mixité sociale programmée, parce qu'ils constituent des terrains privilégiés pour analyser les relations de voisinage au prisme de la question de la mixité sociale (9 quartiers sur 14).

Pour construire l'échantillon, nous avons distingué, à partir des données quanti, des profils d'habitants plus ou moins fortement intégrés dans leur quartier ou hors de leur quartier. Un échantillon de répondants (ayant accepté d'être recontactés) a ainsi été sélectionné selon les indices d'intégration locale et extra-locale calculés pour chacun d'eux. S'y sont ajoutés des enquêté.es sélectionné.es pour avoir déménagé à la suite d'une rupture conjugale, qui ont été enquêtés par Laure Crépin dans le cadre d'une collaboration lui permettant d'enrichir parallèlement les matériaux de sa thèse de doctorat.

Au total, 210 entretiens ont été collectés par les chercheur es de l'équipe et certain es enquêteur rices de la phase précédente, en suivant un guide d'entretien semi-directif construit collectivement à partir des thématiques absentes du questionnaire ou qu'il convenait d'approfondir. Cette phase de l'enquête a donné l'occasion d'aborder des sujets plus sensibles, peu adaptés à une passation par questionnaire, ou encore de retracer finement les trajectoires sociales et résidentielles des enquêtés, parfois difficiles à saisir au moyen d'une base de données quantitatives. Les entretiens ont tous été enregistrés puis retranscrits intégralement. La codification s'est faite collectivement, et en utilisant le logiciel Nvivo.

Un volet qualitatif auprès des bailleurs sociaux partenaires du projet a également été mené d'octobre 2018 à juin 2019, mêlant observations de terrain par un groupe de stagiaires et entretiens approfondis par des chercheur·es de l'équipe afin de comprendre les politiques de gestion du voisinage dans le parc social et les représentations des bailleurs (acteurs de proximité comme échelons hiérarchiques plus décisionnaires) sur les relations de voisinage de leurs résidents.

ANNEXES

Annexe n°1: Bibliographie

CAYOUETTE-REMBLIÈRE J., SANTOS A., Noûs C., 2020, « Regards sociologiques sur la constitution des bases de sondage », *Geneses*, n° 121, 4, p. 121-141.

HERLIN-GIRET C., 2018, « En quête de richesse », Geneses, n° 111, 2, p. 137-155.

LELÉVRIER C., GUIGOU B., 2004, « La Résidentialisation. Genèse, références, et effets attendus d'une pratique d'aménagement », IUA-IDF.

Annexe n°2: Composition des équipes – volet quanti

• Équipe de recherche Ined-Centre Max Weber (CMW)

Responsables scientifiques de l'enquête :

- Jean-Yves Authier, directeur-adjoint du CMW
- Joanie Cayouette-Remblière, chargée de recherches à l'Ined

Chercheur.e.s associés à la conception du questionnaire et du protocole :

- Loïc Bonneval, enseignant-chercheur, Université Lyon 2
- Éric Charmes, directeur de recherche, ENTPE
- Josette Debroux, enseignante-chercheure, CMW
- Laurence Faure, enseignante-chercheure, CMW
- Isabelle Mallon, enseignante-chercheure, CMW
- Hélène Steinmetz, enseignante-chercheure, Université du Havre

Coordinatrices de l'enquête à Lyon et à Paris :

- Karine Pietropaoli, ingénieure d'études, CMW
- Aurélie Santos, chargée d'études, Ined

Gestion administrative: Kamel Guerchouche, CMW.

- Équipe du service des enquêtes (SES) de l'Ined
- Gwennaelle Brilhaut, cheffe du service des enquêtes
- Amandine Stephan, ingénieure en méthodologie d'enquête, référente du projet MQMV au SES
- Géraldine Charrance, statisticienne d'enquête
- Kamel Nait Abdellah, informaticien d'enquête
- Bernard de Clédat, assistant ingénieur
- Lamia Temime, technicienne de recherche
- Sandrina Ragazzi, assistante ingénieure
- Valérie Laprée, assistante du service des enquêtes
- <u>Stagiaires enquêtes exploratoires</u>

Etudiant.e.s en M1 de sociologie à l'Université Lyon 2 : Séverine Barnouin, Théoxane Camara, Mélanie Hemmerlin, Pol Henry, Agathe Lebourhis, Noémie Livache, Florian Pellat, Paul Stephan, Lucie Visseyrias.

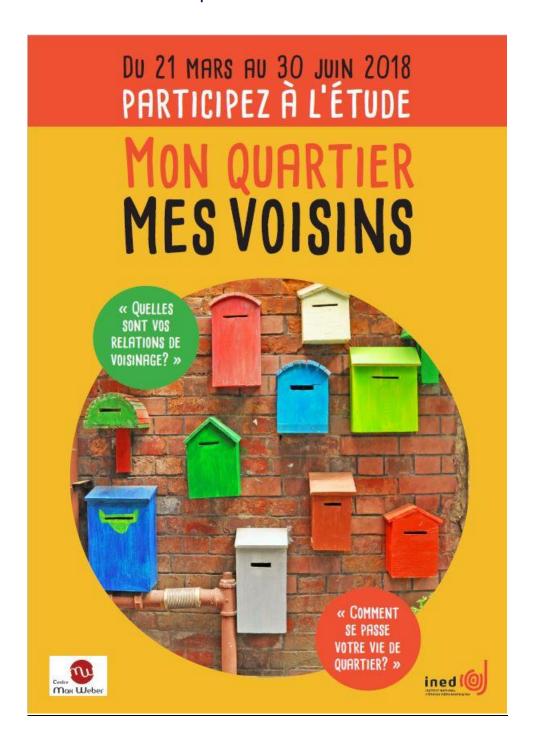
Etudiante en M1 de géographie à l'Université Paris 1 : Laura Serrand.

• Enquêteur.rices et référent.e.s – collecte des questionnaires

L1	L1e1 ⁴	Marjorie Glas
	L1e2	Justine Guyard
	L1e3	Hermand Fleurine
L2	L2e1	Mathieu Noir
	L2e2	Margaux Mudimana
	L2e3	Guillin Clémence
L3	L3e1	Clara Lorach
	L3e2	Maiwen Chameroy
	L3e3	Marine Lusigny
L4	L4e1	Antoinette Kuijlaars
	L4e2	Damien Rondepierre
	L4e3	Clémentine Nicolas
L5	L5e1	Fabiola Robert
	L5e2	Kenza El Hadj Saïd
	L5e3	Dania Abousaleh
L6	L6e1	Yannick Hascoet
	L6e2	Julien Charreton
	L6e3	Carlo Avanzi
L7	L7e1	Ianis Balat-Restivo
	L7e2	Louise Edrei

P1	P1e1	Magali Ottino
	P1e2	Amélie Parienté
	P1e3	Justine Le Tellier
P2	P2e1	Benoît Segay
	P2e2	Maelys Tirehote
	P2e3	Gérard Brodsky
Р3	P3e1	Lisa Olivette
	P3e2	Julie Lannou
	P3e3	Marie Wagret-Quatromme
P4	P4e1	Maddy Le Goff
	P4e2	Étienne Gouriet
	P4e3	David Joseph-Goteiner
P5	P5e1	Céline Rossli
	P5e2	Caroline Emin
	P5e3	Lucie Pallesi
P6	P6e1	Émilie Bisbeau
	P6e2	Dylan Dubois
	P6e3	Emmanuel Tran
P7	P7e1	Léa David
	P7e2	Adrien Tanné

 $^{^4}$ Les référent.e.s sont désigné.e.s par « e1 » et les enquêteur.rice.s sont désigné.e.s par « e2 » et « e3 »



Annexe $n^{\circ}4$: Exemple de fiches de suivi : « fiche N », « fiche N+ », « fiche transfert »

Jour	Date			pels telephoniaues et des ec	hanges de SMS	
	Date	Heure	Issue	Notes		AdP
<u> </u>	1	h		12		
	1	h		20		
	1	h	5.5	10		
P.	1	h		50		
i	1	h	5- 5-	% St		
j	1	h	2	.0		
	1	h		90		
3	1	h				
)	1	h	2	25		
0	1	h				
1	/	h		8		
2	1	h		se		
3	1	h				
4	1	h				
5	1	h	2	26		
6	1	h	S	0		
7	1	h				
8	1	h		30 se		
9	1	h	,			
0	1	h				

				Code articulé : L1.	
Recommandat Adresse et/ou	Carlo Maria		N		
Adresse et/ou	sulvi a ider	itincation :			
Tableau de sui	vi des passa	ges, des ap	pels télép	honiques et des échanges de SMS	
Jour	Date	Heure	Issue	Notes	AdP
1	1	h			
2	1	h			
3	/	h	e L		
4	1	h			
5	- 1	h			
6	1	h		2	
7	/	h			
8	1	h			
9	1	3 3			
10	1	h			
12	/	h	i.		
13	1	h			
14	1	h			
15	1	h			
16	1	h			
17	1	h			
18	1	h			
19	1	h			
20	1	h			
Commentaires		000011111111111111111111111111111111111			
				Banan 2 - 4	to i
Préférences de	e passation			Repasser à partir o	iu:

Δdre	esse :					Identification lo			
Code	e d'accès : nmentaires si					Étage : Mode d'identifi	cation :		
Si N	+								
	Contact cité p Recommanda				Code	articulé : L1.			
TRAN	NSFERT								
Enqu	uêteur qui a	transféré	la fiche : L	1e		Date du transfer	t:/		
	if du transfe	□ Au	tre, précise	ez:					
Com	imentaires (
						X * X * 0 * 1 * 0 0 * 0 1 1 X X X X X X X X X X X X X X X X X			

Cupr									
	FUS								
SI RE	FUS			du refus :	h	→ REPASSER TRO	IS SEMAINES AP	RÈS LA DATE D	U REFUS
Date	: FUS e du refus : _		Heure		h		IS SEMAINES AP	RÈS LA DATE D	U REFUS
Date	: FUS e du refus : _		Heure				IS SEMAIN <mark>E</mark> S AP	RÈS LA DATE D	U REFUS
Date	e du refus : _ if et circons	J_ tances du	Heure refus :					RÈS LA DATE D	U REFUS
Date	e du refus : _ if et circons	/_ tances du des passa	Heure refus :					RÈS LA DATE D	
Date Mot	FUS e du refus : _ if et circons leau de suivi	J_ tances du	Heure refus : ges, des ap	pels téléph	oniques et des			RÈS LA DATE D	U REFUS
Date	FUS e du refus : _ if et circons leau de suivi	/_ tances du des passa	Heure refus : ges, des ap Heure	pels téléph	oniques et des			RÈS LA DATE D	AdP
Date Mot Tabl	FUS e du refus : _ if et circons leau de suivi	/_ tances du des passa	Heure refus : ges, des ap Heure	pels téléph	oniques et des			RÈS LA DATE D	AdP
Date Mot Tabl	FUS e du refus : _ if et circons leau de suivi	/_ tances du des passa	Heure refus : ges, des ap Heure h	pels téléph	oniques et des			RÈS LA DATE D	AdP
Date Mot	FUS e du refus : _ if et circons leau de suivi	/_ tances du des passa	Heure refus : ges, des ap Heure h h	pels téléph	oniques et des			RÈS LA DATE D	AdP
Date Mot	FUS e du refus : _ if et circons leau de suivi	/_ tances du des passa	Heure refus : ges, des ap Heure h h	pels téléph	oniques et des			RÈS LA DATE D	AdP
Date Mot	FUS e du refus : _ if et circons leau de suivi	/_ tances du des passa	Heure refus : ges, des ap Heure h h h	pels téléph	oniques et des			RÈS LA DATE D	AdP
Date Mot	FUS e du refus : _ if et circons leau de suivi	/_ tances du des passa	Heure refus : ges, des ap Heure h h h	pels téléph	oniques et des			RÈS LA DATE D	AdP
Date Mot	FUS e du refus : _ if et circons leau de suivi	/_ tances du des passa	Heure refus : ges, des ap Heure h h h	pels téléph	oniques et des			RÈS LA DATE D	AdP
Tabl 1 2 3 4 5 6 7 8	FUS e du refus : _ if et circons leau de suivi	/_ tances du des passa	Heure refus :	pels téléph	oniques et des			RÈS LA DATE D	AdP



«nom»

«adresse»

«ville»

Paris, le 22 mai 2018

Madame, Monsieur,

L'Institut National d'Études Démographiques (Ined) réalise une enquête nationale sur la vie de quartier et les relations de voisinage, du 21 mars au 30 juin 2018. À cet effet, des questionnaires auprès d'habitants sont réalisés dans quatorze quartiers en régions parisienne et lyonnaise, dont le quartier «nom du quartier ».

Votre logement a été sélectionné pour participer à cette étude et vous serez contacté par une enquêtrice présente régulièrement dans votre quartier jusqu'au 30 juin, à savoir **«nom enquetrice»**. Elle vous sollicitera directement à votre domicile pour fixer un rendez-vous afin de répondre au questionnaire au moment qui vous convient le mieux.

Votre participation est essentielle pour garantir la qualité des données recueillies dans cette étude nationale.

Vous trouverez ci-joint un dépliant de présentation de l'étude qui mentionne également l'adresse d'un site Internet où vous trouverez toutes les informations utiles sur celle-ci.

Si vous souhaitez prendre directement rendez-vous avec l'enquêtrice avant qu'elle ne se déplace à votre domicile, n'hésitez pas à appeler ou à envoyer un message à «nom enquêtrice» au «numéro enquêtrice».

Comptant vivement sur votre participation, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'expression de mes salutations les meilleures.

Joanie Cayouette-Remblière Responsable scientifique de l'enquête